

Réforme de la fonction publique: de pied en cap.

Vous avez dans la lettre info de cette semaine l'essentiel des informations diffusées par l'UNSA fonction publique sur ce sujet.

Pour l'essentiel, le gouvernement est resté droit dans ses bottes ! Cependant, il est symptomatique de lire également dans la presse, exemple "Libération", que, finalement, le projet développerait une *rhétorique de la prudence* vis à vis des syndicats de fonctionnaires au prétexte qu'il ne parlerait pas de "plan de départ volontaire" pas plus que d'objectif chiffré de réduction d'effectif. **En effet, ce qui peut nous préoccuper intéresse peu les médias et encore moins nos concitoyens.**

Il semble évident que la philosophie générale de ce texte, en ce qu'il veut faciliter le recours aux contractuels et encourager les départs volontaires de titulaires même si rien n'est chiffré, tourne le dos aux fondamentaux de la fonction publique telles qu'ils avaient été posés en 1946 et confortés en 1983.

Or, pour nous, il semble évident que, syndicat majoritaire dans nos secteurs, ce projet, notamment pour ce qui concerne des CAP vidées de leur substance (pour résumer, constitution par catégories et non plus par corps, plus d'avis obligatoire sur la mobilité et l'avancement, rôle cantonné aux recours pré contentieux) n'a rien d'un exercice de prudence. Il impliquera s'il est maintenu en l'état une véritable révolution culturelle si ce n'est un affaiblissement.

Curieuse démocratie sociale où ceux recueillant les suffrages majoritaires des collègues pour leur défense se retrouvent empêchés d'agir en pleine capacité et efficacité sur les sujets qui concernent au premier chef cette défense !

Le gouvernement veut avancer ses pions rapidement pour une adoption par le parlement avant l'été. L'UNSA FP va rapidement, dès la semaine prochaine, travailler à des propositions d'amendements de manière a minima de préserver les fondamentaux de la fonction publique que nous voulons.

Nous y prendrons toute notre part.

Jean-Marc Boeuf